



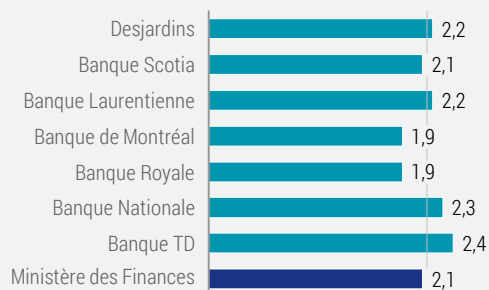
Résumé des principales mesures et hypothèses

Une prévision réaliste

La prévision de croissance économique du MFQ correspond à la moyenne des prévisions des grandes banques.

Prévisions de croissance pour 2018
en % du PIB, 2018p

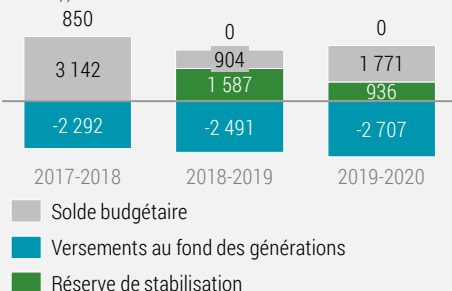
Ø 2,1



L'équilibre budgétaire planifié

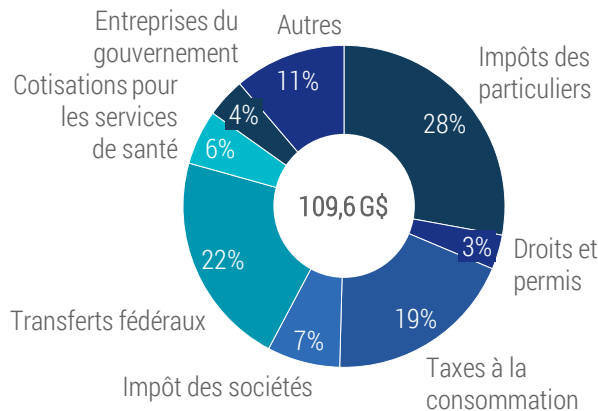
Le budget est équilibré (avec le versement au Fonds des générations).

Solde budgétaire du gouvernement
en M\$, 2015-2020



Répartition des revenus consolidés

en %, 2018-2019

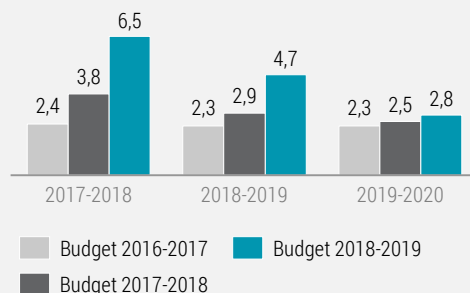


Une hausse des dépenses prévues

Le gouvernement a augmenté la croissance de ses dépenses totales prévues, allant à 4,7 % cette année.

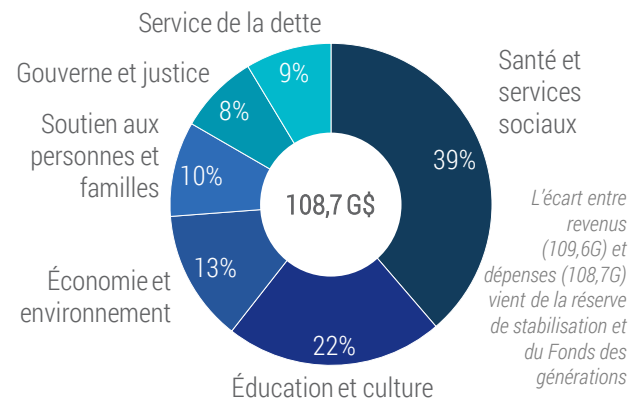
Prévisions de croissance des dépenses de mission

en %, 2017-2020



Répartition des dépenses consolidées

en %, 2018-2019



Le gouvernement vise le niveau de vie des Québécois

- 1,2 G\$ investis pour la réussite éducative;
- 3,6 G\$ pour améliorer l'accès aux soins de santé et aux services.
- 800 M\$ pour les familles et les aînés, dont 100 M\$ pour les aidants naturels.

Grands constats

La croissance du PIB réel a atteint 3,0 % en 2017, après une hausse de 1,4 % en 2016. Il s'agit d'un sommet au cours des 20 dernières années. Elle devrait être plus faible en 2018 et s'établir à 2,1 %.

Les dépenses ont augmenté fortement de 6,5% en 2017-2018, mais la croissance sera de 4,7% cette année. Même avec des dépenses de 108,7 G\$, l'équilibre budgétaire se maintient.

↑ 2,1 %
Croissance du PIB

↑ 4,7 %
Dépenses totales



810 millions de \$
pour le marché du travail

Le gouvernement présentera une Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023 qui s'accompagnera d'une enveloppe de 810 millions supplémentaires sur cinq ans.

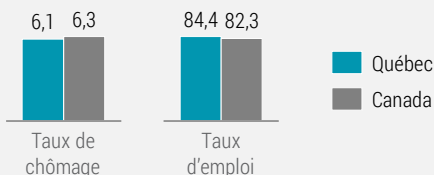
Le marché de l'emploi performe, mais les entreprises souffrent de problèmes de recrutement

Le taux de chômage a atteint un creux historique à 6,1 % en 2017

- Le taux de chômage a même atteint 5,0 % en décembre 2017.
- Le marché du travail québécois performe mieux que le marché du travail canadien.
- Plusieurs secteurs d'activité font face à une rareté de main-d'œuvre qualifiée.

Comparaison du taux de chômage et du taux d'emploi des 25-64 ans

Québec et Canada, en %, 2017



Une stratégie nationale pour améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre

810 M\$ seront dépensés sur cinq ans, dont 106 M\$ cette année pour :

- Améliorer les connaissances des besoins futurs de main-d'œuvre et faire la promotion des emplois en demande.
- Faire croître le bassin de travailleurs
 - Ex. : Bonification du crédit d'impôt pour travailleur d'expérience, prospection et recrutement de travailleurs étrangers, réduction des délais de traitement des demandes d'immigration, francisation et reconnaissance des acquis des immigrants.
- Améliorer le bassin de compétences
 - Ex. : Bonification de l'offre de formation en PME, bonification du crédit d'impôt pour les stages, etc.
- Adapter les milieux de travail.

Soutien aux PME

Le budget prévoit la réduction du fardeau fiscal des PME de 230 M\$ en 2018-2019

- La réduction se fera via la diminution de la taxe sur la masse salariale et par la réduction graduelle de 8 % à 4 % du taux d'imposition des PME des secteurs des services et de la construction.



Secteurs primaire et manufacturier

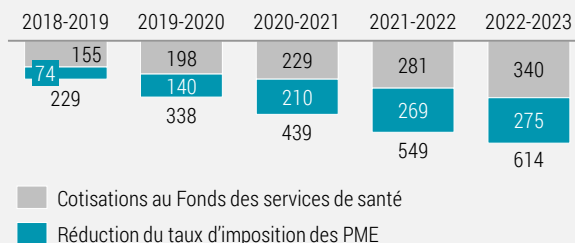


Services et construction



Impacts de la réduction du fardeau fiscal des PME

en millions \$, 2018-2023



La collecte de la taxe de vente par les fournisseurs hors Québec

Avec des achats en ligne croissants et se chiffrant à près de 8,5 milliards \$ en 2016, l'impact du commerce en ligne est de plus en plus important pour les finances publiques et pour les commerçants du Québec. Le gouvernement fait un premier pas vers l'équité fiscale en rendant obligatoire la perception de la taxe de vente du Québec par les fournisseurs hors Québec. Il s'agit d'un projet pilote qui vise les biens incorporels et les biens corporels achetés au Canada. Il devrait générer des revenus additionnels de 154,5 M\$ sur cinq ans, un chiffre encore loin des pertes fiscales encourues par le commerce en ligne qui sont estimées à 270 M\$ annuellement.



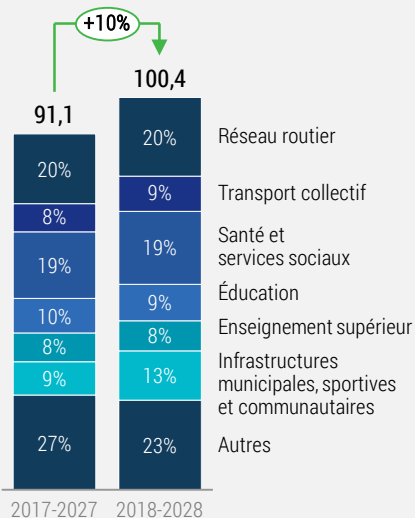
Une croissance des investissements en infrastructure

Le PQI 2018-2028 présente une hausse de plus de 10 % par rapport au plan précédent et totalisera plus de 100 G\$ entre 2018 et 2028.

Il fait du transport un des éléments centraux de la stratégie de développement économique. À court terme, l'éducation et l'enseignement supérieur figurent aussi parmi les priorités.

Investissements en infrastructure – Plan québécois des infrastructures (PQI)

en G\$, 2018-2028



Le Québec souhaite investir plus de 655 M\$ d'ici 2022-2023 pour le soutien de certains secteurs-clés de l'économie incluant le bioalimentaire, les technologies propres, les sciences de la vie, l'aluminium ainsi que le secteur financier.



Appui dans le secteur bioalimentaire

En plus de la mise en œuvre d'une nouvelle politique bioalimentaire, une aide de 349 M\$ d'ici 2025 sera dédiée au secteur

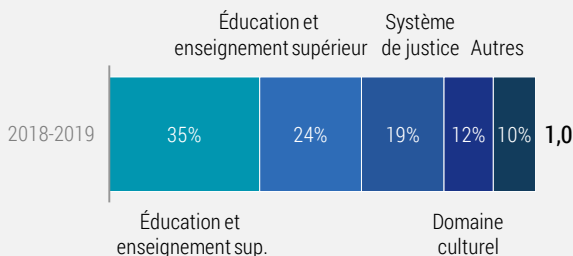
- 180 M\$ en aide à l'investissement.
- 63 M\$ dédiés à dynamiser le développement du secteur bioalimentaire dans les régions.
- 54 M\$ pour favoriser une offre alimentaire saine locale.

Stratégie numérique

En plus des 930 M\$ investis dans des initiatives déjà prévues, des investissements additionnels de 1 G\$ sur cinq ans seront dédiés à l'accélération du virage numérique des entreprises.

Investissements à venir dans le cadre de la Stratégie numérique selon le secteur

en milliards \$, en %, 2018-2023



Des investissements majeurs en mobilité durable

Le gouvernement annonce une contribution financière supplémentaire de plus de 1,8 G\$ qui porte son engagement à 3,5 G\$ d'ici 2022-2023 pour les projets suivants :

- L'implantation du Réseau électrique métropolitain (REM) d'une valeur de 6,3 G\$;
- Le prolongement de la ligne bleue du métro d'une valeur de 3,9 G\$;
- Le réseau structurant de la ville de Québec d'une valeur de 3,3 G\$.



Protection de l'environnement et transition énergétique

Le gouvernement investira plus 260 M\$ dédiés à la transition énergétique et à la lutte aux changements climatiques.

- Le gouvernement souhaite favoriser l'acquisition de véhicules électrique par le financement additionnel de 92 M\$ dédiés au programme Roulez électrique et la création d'une campagne de sensibilisation.
- Conjointement, 50 M\$ seront dédiés au maintien des programmes ÉcoPerformance et Technoclimat.
- La valorisation de l'utilisation de la biomasse forestière résiduelle se verra accorder un financement de 45 M\$.
- En plus du prolongement des crédits d'impôt à l'utilisation des biocarburants, 17,2 M\$ seront consacrés au développement d'une filière de véhicules à hydrogène et la Ville de Montréal recevra 5 M\$ pour les véhicules électriques autonomes.